

La IVe République (1946-1958)

La voie vers l'unification européenne

La décolonisation

Plan du cours

La France et les débuts de l'unification européenne

La décolonisation

La guerre d'Indochine

La guerre d'Algérie

La fin de la IVe République

Vocabulaire historique

Communauté Economique du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.)

Communauté Economique Européenne (C.E.E.)

Guerre d'Algérie

Décolonisation

Porteurs de valises

Accords de Genève (1954)

Le rôle de la France dans le
processus d'unification européenne
engagé dans l'après-guerre

La C.E.C.A et le rôle de la France

C'est par une initiative française qu'a été créée, en 1950, la *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.).

Hormis la France, cinq autres pays européens ont participé à ce projet : la République Fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et l'Italie.

Cinq ans après la fin de la guerre, alliés et anciens belligérants, mettaient en place un organisme européen supranational et entamaient une collaboration économique dans le domaine sidérurgique.

Un « marché commun » du charbon et de l'acier a ainsi été constitué.

Les pays européens tiraient profit de la complémentarité de leurs économies pour collaborer ensemble.

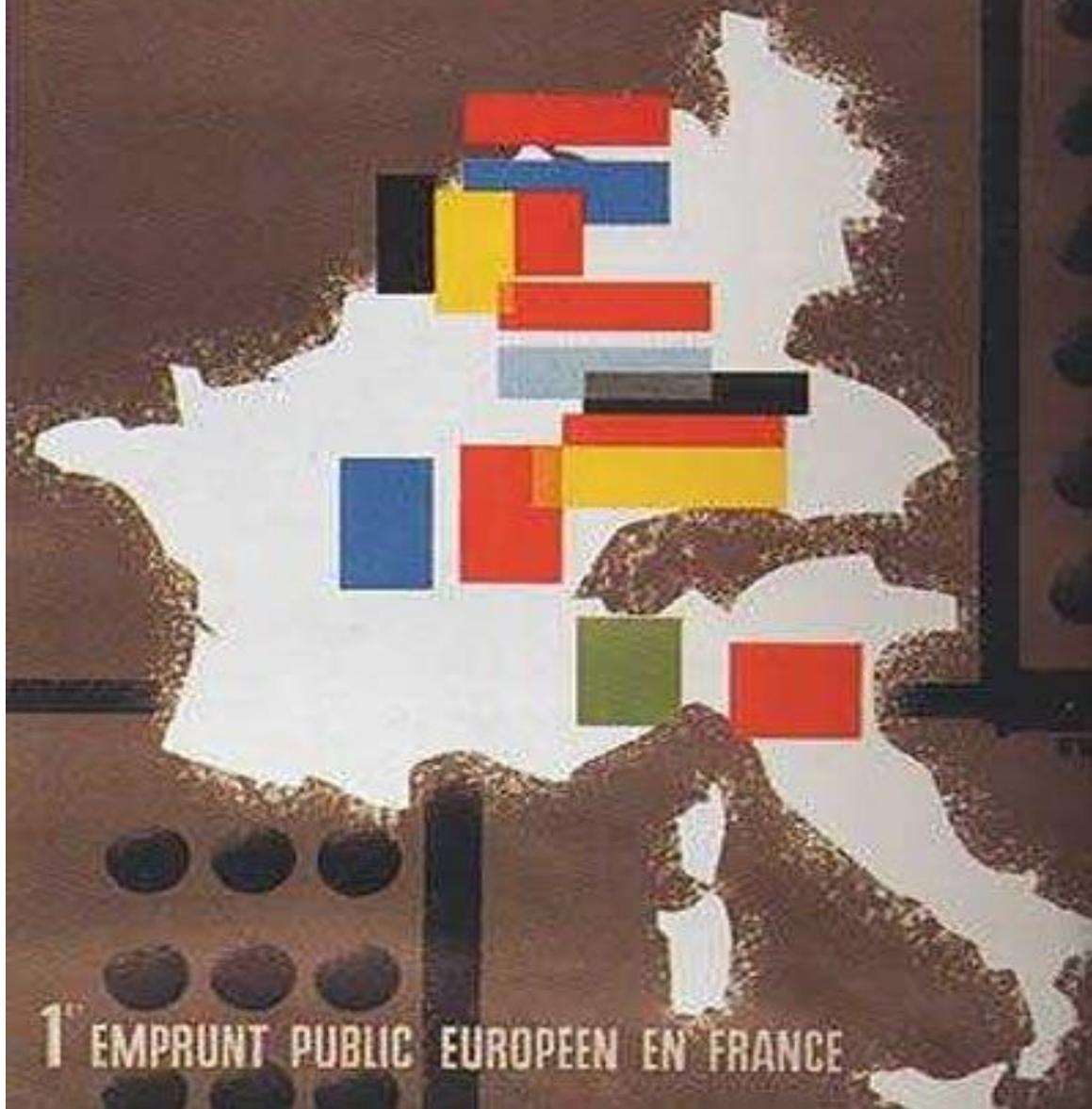
La collaboration économique entre la France et l'Allemagne mettaient les bases pour la réconciliation franco-allemande et la sauvegarde de la paix sur le continent.

Les débuts de la C.E.C.A. inauguraient, par ailleurs, un processus d'intégration européenne, qui ne s'est pas démenti par la suite.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

du charbon et de l'acier

C.E.C.A.



1^{er} EMPRUNT PUBLIC EUROPEEN EN FRANCE

Communauté européenne du charbon et de l'acier, 1951

 Membres fondateurs
de la CECA







Allemagne



Konrad ADENAUER

Belgique



Paul VAN ZEELAND
Joseph MEURICE

France



Robert SCHUMAN

Italie



Carlo SFORZA

Luxembourg

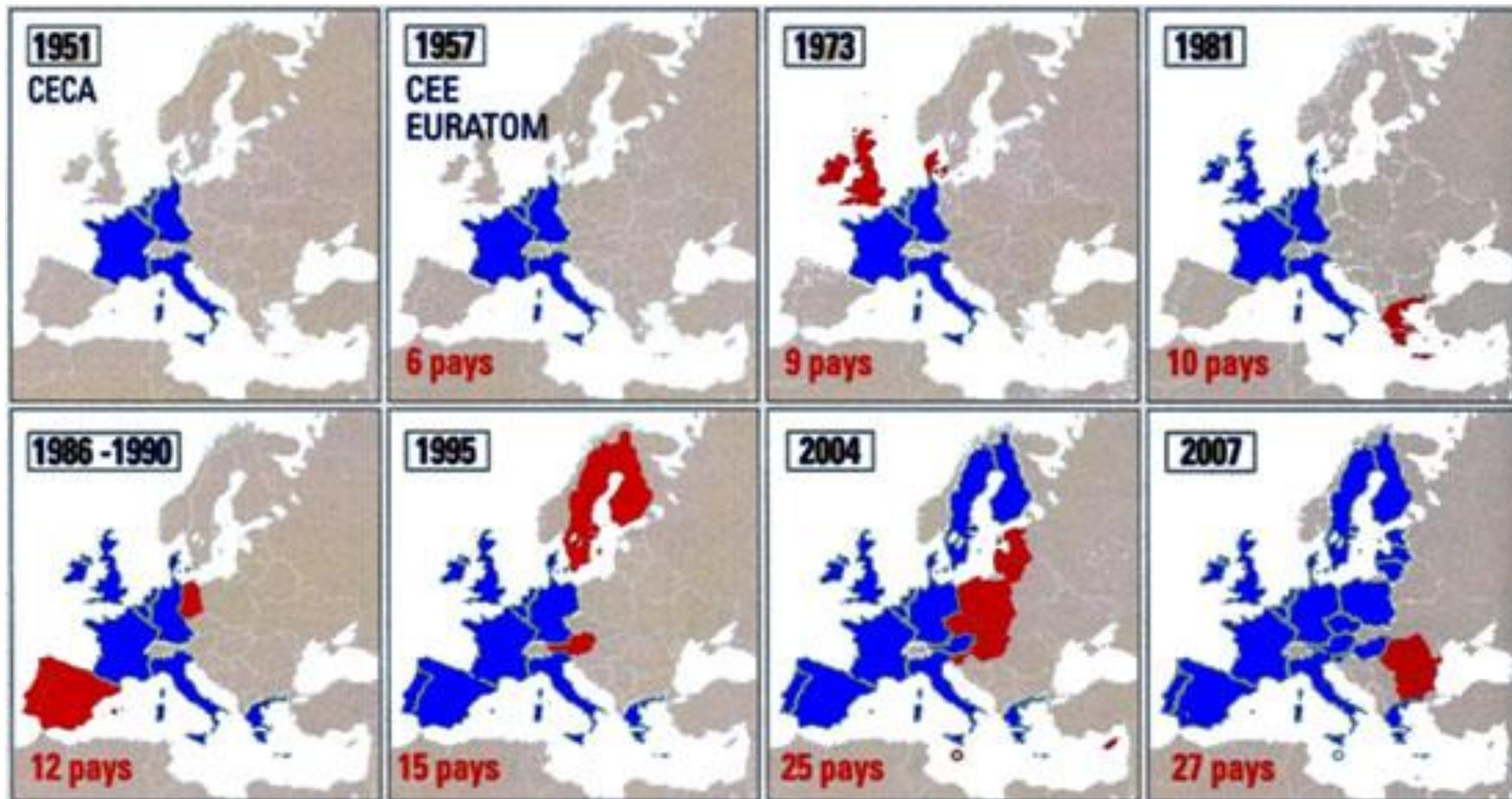


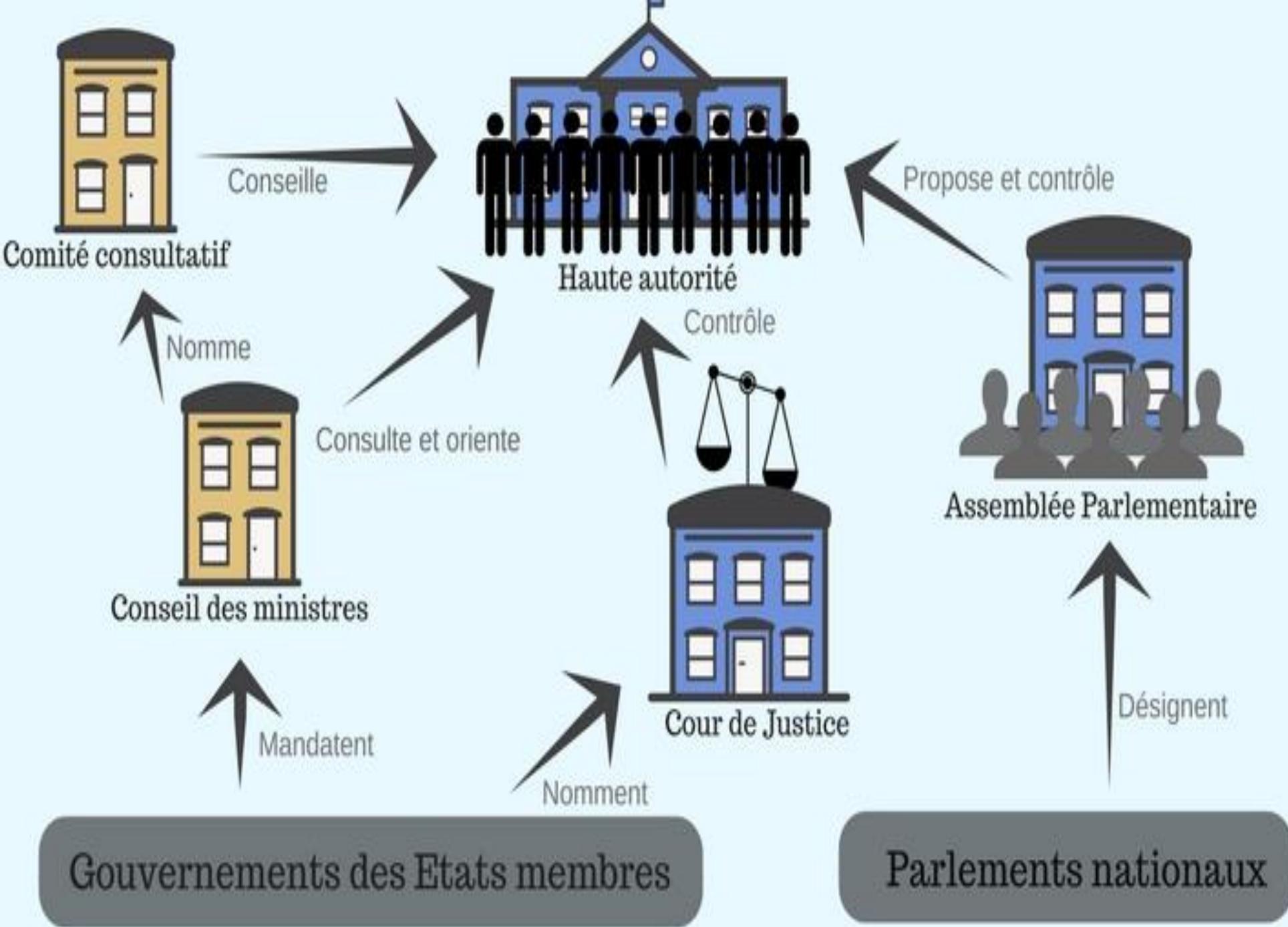
Joseph BECH

Pays-Bas



Jan VAN DEN BRINK
Dirk STIKKER





La Déclaration Schuman sur l'Europe

« En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».

Robert Schuman, Ministre des Affaires Etrangères de la France, 9 Mai 1950



La fondation de la Communauté Economique Européenne (C.E.E.) en 1957

Quelques années après la réussite de la CECA, les six mêmes partenaires européens ont accepté d'élargir leur collaboration économique, en instituant un « marché commun », censé favoriser les échanges.

Le Traité du Marché Commun et celui de la Communauté européenne de l'Energie Atomique ont été signés en 1957 et mis en vigueur en 1959.

Ainsi, les produits européens pouvaient circuler librement au sein de l'espace économique unifié.

La France a encore une fois participé activement au processus d'intégration européenne.





EUROPA UNITA PER IL PROGRESSO E PER LA PACE

*"Finalmente le frontiere
in Europa vengano
abbassate e si abbia
una Comunità sola
e una libera circolazione
sia per le persone
sia per le cose
e soprattutto per il lavoro.."*
DE GASPERI



Roma, 25 marzo 1957

**FIRMA DEI TRATTATI
PER IL MERCATO COMUNE E PER L'EURATOM**

- 2. — Le suicide du procureur fédéral suisse, Carlo a Prato.
- 3. — La conférence des Bermudes, H. Pierre et J. Weiz.
- 4. — Le message Boulganine, A. Clément.
- 5. — Le dimanche politique.
- 6 et 7. — Les événements d'Afrique du Nord.
- 9. — La féminisation des cadres, J. Piatier.
- 11. — Le week-end sportif, R. Marcillac et P. Haedens.
- 12. — « Les Choéphores », C. Rostand.
« Arsène Lupin », J. de Baroncelli.
- 14. — La chasse aux économies de devises, H. Trinchet.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX* — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

DANS ROME EN FÊTE

LES « SIX » SIGNENT AU CAPITOLE les traités sur l'Euratom et le marché commun

De notre envoyé spécial
PIERRE DROUIN

Une Europe empirique

Rome, 25 mars. — « Six peuples, une seule famille, pour le bien de tous. » Sur les murs de Rome ont fleuri les affiches qui annoncent l'événement du jour : la signature des traités créant l'Euratom et le marché commun. On y

AGADIR

toujours dans l'attente de l'arrivée du lieutenant Perrin

Au milieu de l'après-midi de lundi on était encore sans nouvelles précises du lieutenant Perrin. Des informations fragmentaires avaient été recueillies, mais nul ne pouvait assurer qu'elles correspondaient à la réalité.

D'après les renseignements obtenus par notre envoyé spécial au Maroc, M. Roger Lalouette, chargé d'affaires de l'ambassade de France, avait reçu samedi l'assurance que le lieutenant Per-

AVANT LA REPRISE DU D

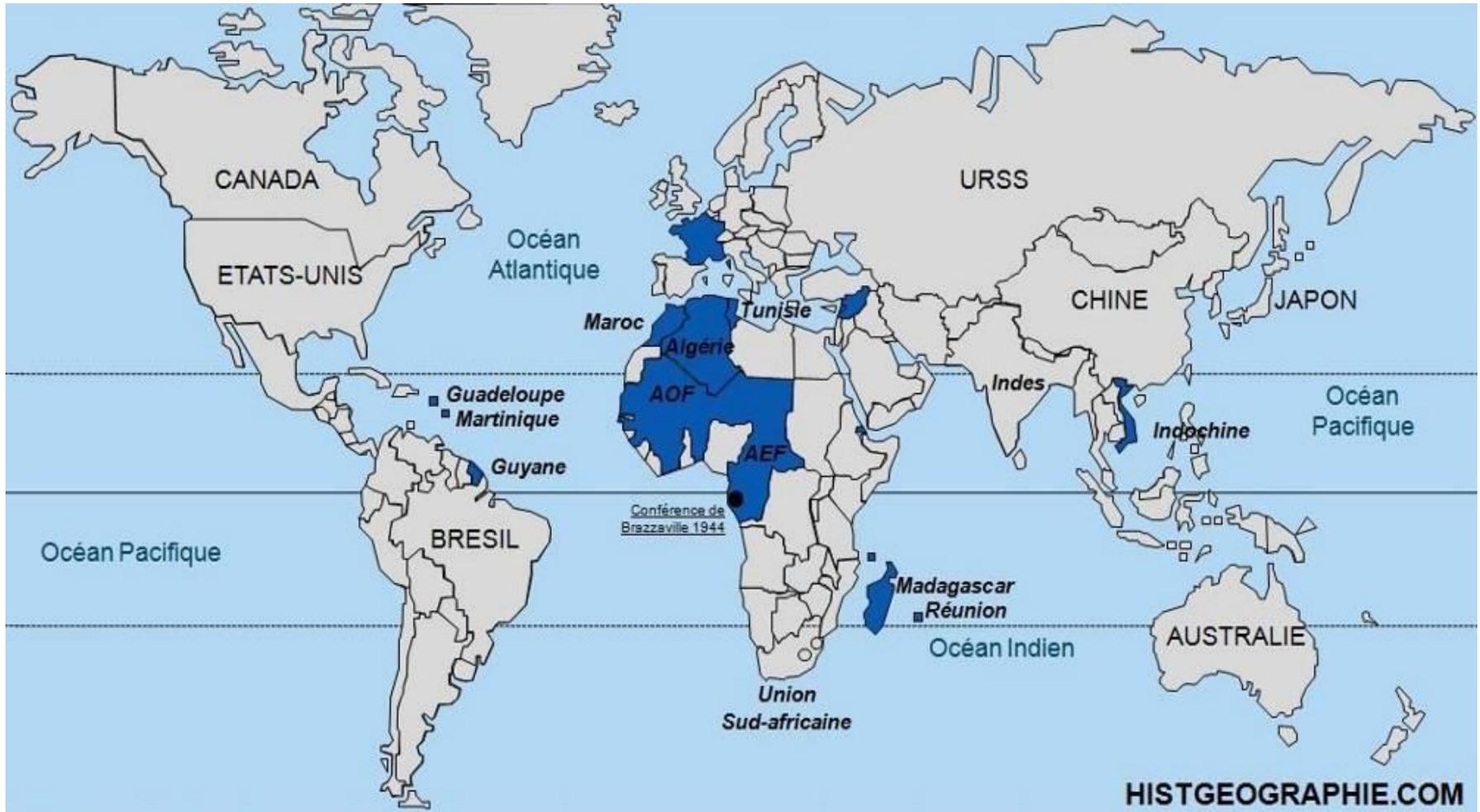
- Le M.R.P. se
à une crise
- Les modérés
un « sursis » au

De nombreux leaders ont pris position générale, qui reprend mardi à l'Assemblée. MM. Pflimlin et Robert Lecourt se sont prononcés sur la perspective d'une crise, dont cependant la perspective n'alar-

La décolonisation

L'Empire colonial français en 1945

Empire colonial français en 1945



Empires coloniaux

■ Français

La décolonisation

Un mouvement de décolonisation, engagé dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a profondément transformé l'Empire colonial français, tel qu'il était constitué depuis les dernières décennies du XIXe siècle.

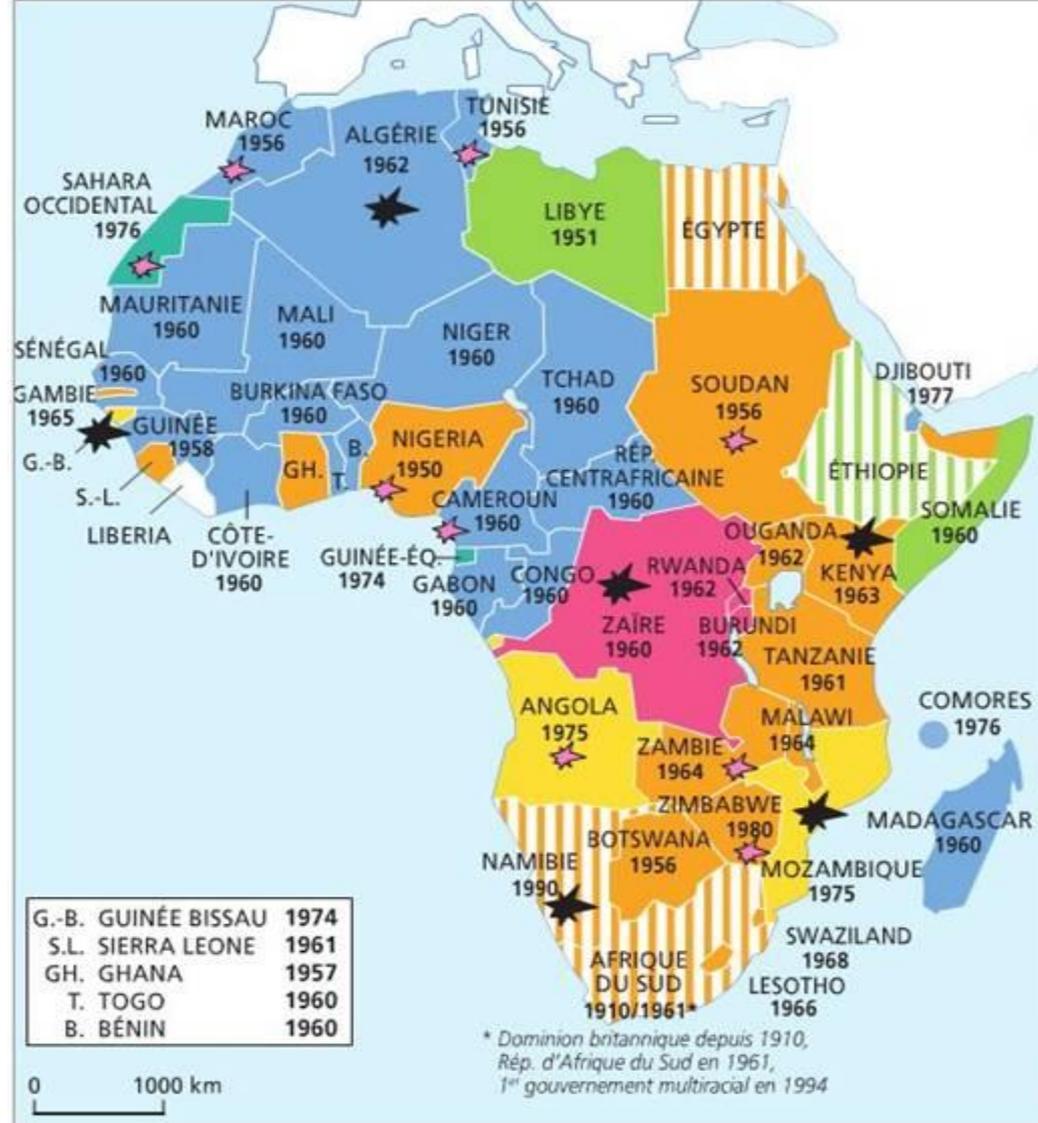
De 1946 jusqu'en 1962, la France a perdu la plupart des colonies qu'elle disposait en Afrique et en Asie.

L'acquisition de l'indépendance par ses colonies s'est effectuée, soit pacifiquement, au biais de négociations (Moyen Orient, Afrique subsaharienne), soit à l'issue de conflits violents (Algérie, Indochine).

Sous mandat français, depuis la fin de la Première Guerre Mondiale, la Syrie et le Liban ont été les premières à obtenir leur indépendance en 1946.

Une insurrection nationaliste survenue, un an plus tard (1947) à Madagascar a été sévèrement réprimée par les forces coloniales françaises, faisant environ 40.000 morts.

Ainsi, la IVe République ne paraissait pas prête à accepter la perte de l'Empire.



Empires coloniaux en 1945

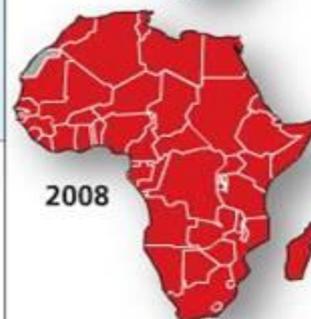
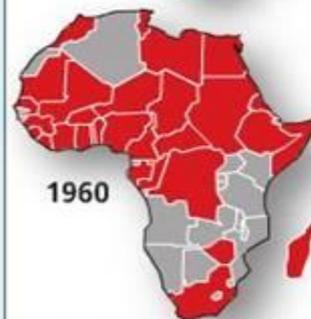
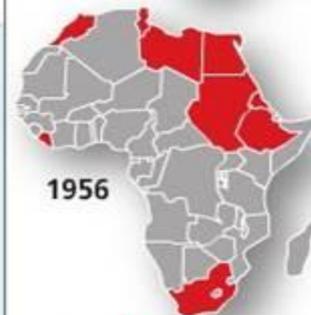
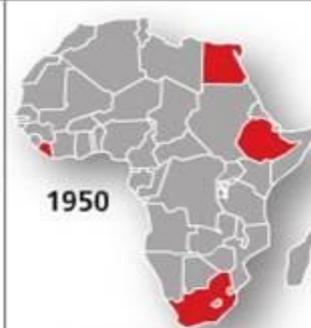
(colonies, protectorats, mandats)

 Royaume-Uni	 Espagne
 France	 Portugal
 Belgique	 Italie

1960 Date d'indépendance

Anciennes zones d'influence

 anglaise	 italienne
 Troubles avant l'indépendance	
 Guerre de libération nationale	



 Pays ou territoires dépendants
 Pays indépendants



1. Le contexte international

-  Métropoles coloniales affaiblies en 1945
-  Pression des États-Unis pour la décolonisation
-  Soutien de l'URSS et de ses alliés aux guérillas indépendantistes

2. Les étapes

-  1945-1946
-  1947-1962 : le temps fort
-  Après 1962
-  Principales guerres d'indépendance

0 2 000 km
Échelle à l'équateur





L'Indochine

La Guerre d'Indochine 1946-1954.

La *Guerre d'Indochine* a duré pendant huit ans, de 1946 à 1954.

Ce conflit a opposé les militaires professionnels français, aidés de coloniaux, aux forces nationalistes communistes vietnamiennes, les « Vietminh », qui voulaient l'indépendance nationale et la décolonisation.

Après 1949, ces derniers ont reçu l'aide des communistes Chinois.

Ainsi, la guerre d'Indochine est devenue moins une guerre coloniale qu'un nouveau lieu d'affrontement de la « guerre froide », entre communistes et anticommunistes.

L'armée française a subi une cinglante défaite au camp retranché de *Diên Biên Phủ*, l'hiver 1953-1954.

Cet échec a accéléré les pourparlers diplomatiques francovietnamiens, menant à la conférence de Genève en 1954.

L'accord conclu prévoyait la division du Vietnam et la constitution de deux Etats séparés, au nord (sous domination communiste) et au sud (sous protectorat américain).

Il prévoyait aussi l'indépendance du Laos et du Cambodge.

L'INDOCHINE EN 1954

-  Indochine coloniale
-  Zones sous contrôle du corps expéditionnaire
-  Zones sous l'influence du Viet-Minh
-  Alliés du Viet-Minh
-  Aide chinoise et soviétique

La ligne d'armistice négociée à Genève devient la séparation provisoire entre le Nord et le Sud du Vietnam.

CAMBODGE
1953



Parachutistes à Diên Biên Phủ



Diên Biên Phủ, les tranchées



REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DE LA DECISION N° 18

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la Guerre, le Ministre
de la Défense nationale et des Forces Armées Cite

A l'Ordre de l'Armée

LA GARNISON DE DIEN BIEN PHU

*" Depuis plusieurs semaines sous le commandement du Colonel de
CASTRIES, les troupes de l'union française qui la constituent repoussent
jour et nuit les assauts acharnés d'un ennemi très supérieur en nombre.*

*Le sacrifice héroïque de ceux qui sont tombés, la ténacité farouche
des combattants ajoutent une gloire nouvelle à l'honneur de nos armes.*

*Unis dans la volonté de vaincre, officiers, sous-officiers, capo-
raux et soldats méritent l'admiration du monde libre, la fierté et la grati-
tude de la France. Leur courage est un modèle à jamais exemplaire "*

CETTE CITATION COMPORTE L'ATTRIBUTION DE LA CROIX DE GUERRE DES
THEATRES D'OPERATIONS EXTERIEURS AVEC PALME.

Fait à Paris, le 7 avril 1954

Signé : PLEVEN

Journal officiel du 25 avril
1954

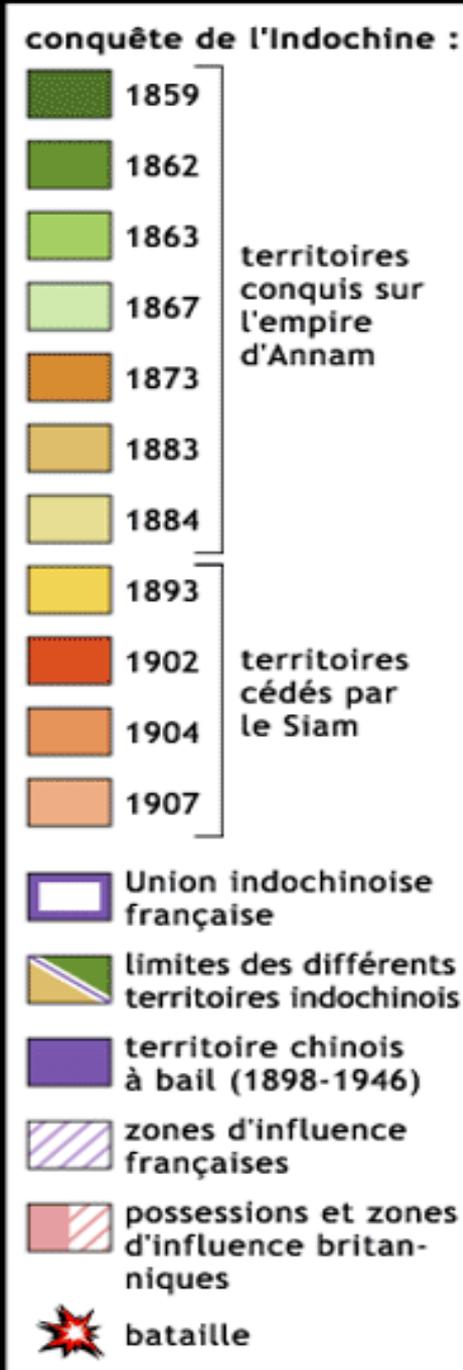
- EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -

PAU, le 10 mai 1982

Le Lt-Colonel ALLARY
Commandant le Bureau Central
d'Archives Administratives Militaires



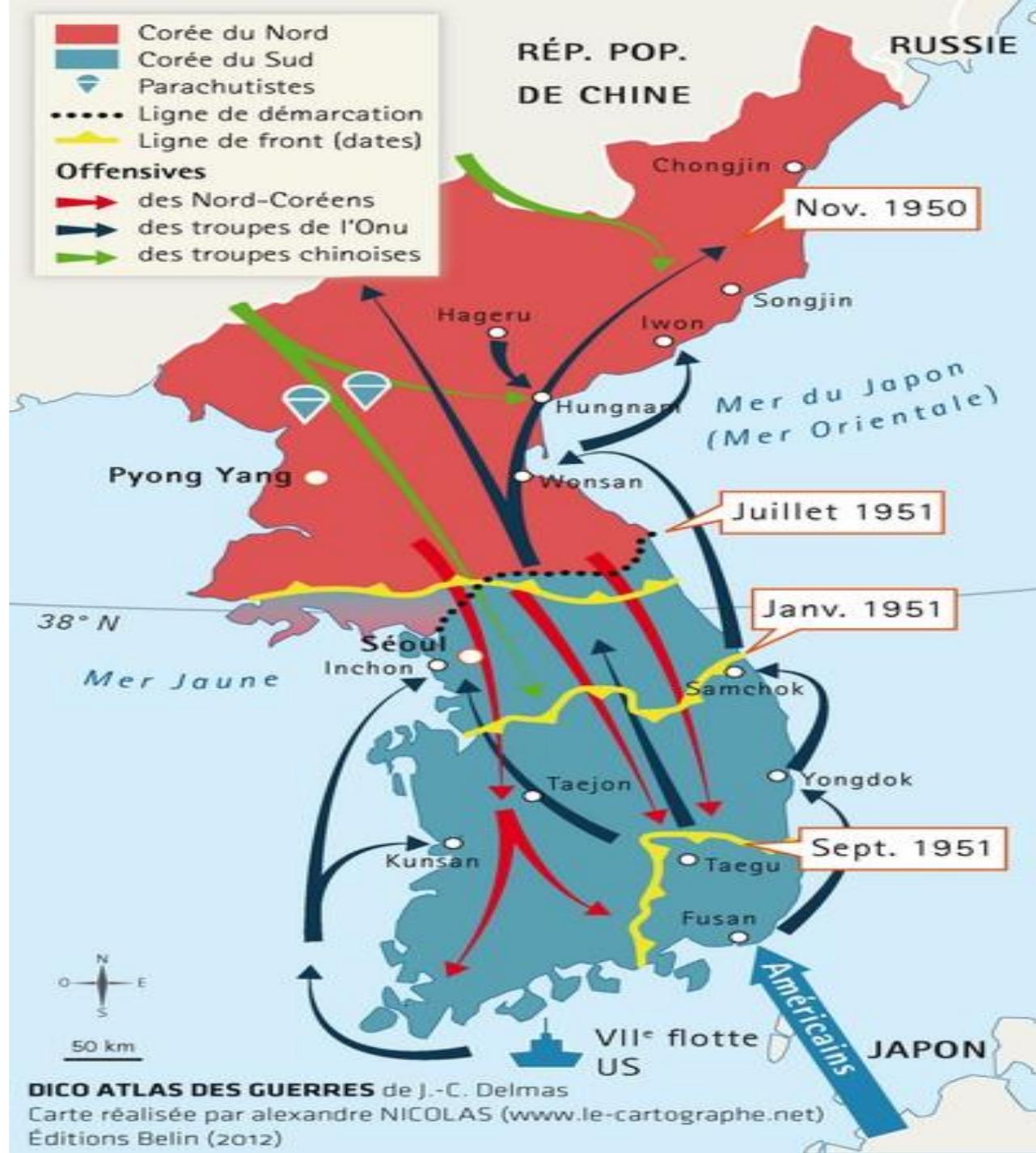
Cette citation collective ne donne pas droit "à titre individuel" au port de la
croix de guerre







- Nord Viêt-nam, communiste soutenu par la Chine et l'URSS
- Sud Viêt-nam, dictature soutenue par les États-Unis
- guérilla vietcong
- piste Hô Chi Minh qui ravitaille la guérilla communiste
- zone de bombardements américains
- frontière du Viêt-nam unifié en 1975, sous contrôle nordviêt-namien



Mémorial de guerre



L'Afrique du Nord

La Tunisie et le Maroc

La décolonisation au nord de l'Afrique

Après le règlement diplomatique de la question indochinoise (accords de Genève, 1954), les gouvernements français de l'époque se montraient partisans d'une solution négociée et d'une décolonisation pacifique.

Ils ont d'abord accordé l'autonomie à la Tunisie en 1955.

Mais, en 1956 ils ont fini par reconnaître l'indépendance de la Tunisie, ainsi que celle du Maroc.

Tout en reconnaissant leur indépendance, la France a pris soin cependant de sauvegarder ses intérêts économiques et militaires dans ces deux anciennes colonies (base navale à Bizerte, investissements français en Tunisie, etc.).







© VIVE
BOURGUIBA

VIVE
MENDES FRANCE

VIVE
LECHEBELA TOUR

VIVE LA TUNISIE AUTONOME - VIVE LA FRANCE

Retour du nationaliste tunisien Bourguiba



Bourguiba à Bizerte en 1952



Habib Bourguiba



BIZERTE. — Baie Ponty, la Défense Mobile et l'Amirauté

Résidence de l'amiral Béchere

Les casernes de l'Hôtel

Bizerte

endroit où sont amarrés
les deux touilliers 364 et 365.



L'Algérie

La Guerre d'Algérie 1954-1962

Inspirés de la victorieuse lutte pour l'indépendance du peuple vietnamien (1946-1954) et encouragés par les pourparlers engagés entre la France et la Tunisie, les nationalistes algériens, regroupés au sein du *Front de Libération Nationale* (F.L.N.) ont organisé cette même année une insurrection.

Ils ont attaqué des objectifs civils et militaires français en Algérie (bombes, attentats).

Ainsi, commençait la « guerre d'Algérie ».

Contrairement à ce qu'ils avaient fait avec d'autres régions du Nord d'Afrique, les gouvernements français de l'époque n'étaient pas disposés à favoriser une évolution graduelle de l'Algérie vers l'autonomie - encore moins vers l'indépendance.

MAROC



INDEPENDANT
DEPUIS LE
2 MARS 1956

ALGERIE



INDEPENDANT
DEPUIS LE
5 JUILLET 1962

TUNISIE



INDEPENDANT
DEPUIS LE
20 MARS 1956

VIVE L'ALGERIE
MUSULMANE
INDEPENDANTE
VIV L'ALGERIE LE FLN
VIVE LE MONDE

MUSULMAN



L'Algérie : un cas particulier ?

L'Algérie comptait avec une forte minorité de Français et d'Européens (980.000 contre 8.400.000 musulmans).

Elle avait été occupée par les Français de longue date (depuis 1830).

Elle disposait d'un statut particulier : elle était constituée d'un groupe de départements, soumis à l'autorité d'un Gouverneur Général, nommé par le Conseil des Ministres.

Ainsi, pour un grand nombre de Français : « L'Algérie, c'était la France »

Violence révolutionnaire et répression coloniale

Face à l'intransigeance des autorités françaises, le *Front de Libération Nationale* algérien a multiplié les attaques et les actes de violences contre l'administration française.

Certaines de ces violences visaient délibérément des colons Français ou Européens, faisant des morts et des blessés.

La réponse française fut l'intensification de la répression.

Celle-ci comprenait :

la déclaration de l'Etat d'urgence,

l'accroissement de la présence militaire en Algérie (avec l'envoi au total de 400.000 appelés),

la multiplication des contrôles et des arrestations,

le regroupements des populations dans des camps,

les ratonnades (« chasse à l'Arabe »),

le recours à la torture et aux viols.

TRIOMPHÉ DE RAGAN **SOOLS**

RUSIAN LODIN KRAM ANGLAS
12, rue... 12, rue... 14, rue...

RAGAN CABARDI KRAM
12, rue... 12, rue... 14, rue...

12, rue... 12, rue... 14, rue...

EDITION 5

Le Parisien

5

Libère

124, rue Réaumur, PARIS (2^e)
TÉL. : GUT 45-00 (dans Paris)
Publicité gratuite : 14, rue de Valenciennes

LE PLUS FORT ABONNÉ DES QUOTIDIENS FRANÇAIS DU MATIN

1^{re} ANNÉE — N° 3104
Mardi 2 novembre 1954



Le terrorisme gagne l'Algérie

Dans la nuit de dimanche à lundi

TRENTE ATTENTATS ONT FAIT HUIT MORTS et plusieurs blessés

Trois compagnies de C.R.S. envoyées en renfort
ont pris l'avion dès hier soir
**Trois bataillons de parachutistes
suivront incessamment**

VOIR
dans les 24heures
page 12

LE SOUVENIR
D'AUTOMNE
a fait de
l'1^{er} novembre
une véritable
Journée
de printemps
Voir page 2



LA TOUSSAINT Jour des Morts La France



se recueille dans le souvenir des êtres chers disparus

VOIR TOUT LES DÉTAILS A LA SEPTIÈME PAGE

Horrible drame près d'Épernay

UN ENFANT DE 5 ANS est dévoré par des chiens sous les yeux de son père!

VOIR
dans les 24heures
page 12



"PAS D'ENBAUCHE POUR LES JEUNES" LE NOUVEAU DRAME DU PAYS MINIER

Entre Auchel et Bruay 92 jeunes gens sur cent cherchent en vain du travail

ET AUCUN D'EUX NE PEUT PRÉTENDRE
AUX ALLOCATIONS DE CHOMAGE

De notre envoyé spécial Constantin MURBAUX













La militarisation du conflit franco-algérien

Abandonnant tout projet d'une paix négociée, les gouvernements successifs (de centre gauche ou de centre droite) ont accepté de fait « une militarisation » du conflit.

Des plus en plus, c'était l'armée qui se chargeait de gérer à sa guise l'affaire algérienne.

Le monde politique était, dans son ensemble, profondément divisé. Il manquait d'autorité pour imposer ses vues au Parlement, aux colons et à l'armée en Algérie.

La guerre d'Algérie débouchait ainsi sur une paralysie du régime de la IV^e République, incapable de d'affronter le problème algérien.











L'opinion publique et la guerre d'Algérie

Initialement indifférente, l'opinion publique en France métropolitaine semblait refuser la prolongation des opérations militaires coûteuses, sans pour autant accepter une sécession.

Un nombre réduit de Français s'est mobilisé pour l'indépendance de l'Algérie. Les défenseurs français de la cause algérienne ont dénoncé les tortures pratiquées par l'armée française. Certains sont allés jusqu'à apporter un soutien logistique au FLN algérien (« porteurs de valise »).

En Algérie, une partie des colons français exigeaient une répression féroce contre les indépendantistes algériens.

Ils se montraient de plus en plus méfiants envers les gouvernements de la métropole.

Ils se tournaient vers l'antiparlementarisme et rêvaient d'un coup d'Etat militaire pour l'instauration d'un pouvoir fort.



**Semaine
de procès
politiques**

1 AUJOURD'HUI DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE DE PARIS

LES ADEPTES DU "PROFESSEUR" JEANSON (en fuite) chef du réseau de soutien F.L.N.



DE GAUCHE A DROITE: Hamada BADDAB, Dominique DARBOIS (en fuite), Georges MEIER, Chère MARION (en fuite) et Jacques CHARDIE



CONTRE L'ENVOI DE RENFORTS - POUR LE RETOUR DES JEUNES SOLDATS
PAIX EN ALGÉRIE

L'émeute de 1958 et la fin de la IVe République

En Algérie, des colons Français, bénéficiant de la complicité de l'armée, se sont soulevés contre le gouvernement de la Métropole.

Ils ont formé le *Comité de Salut Public de l'Algérie française* et ont fait appel au Général de Gaulle pour diriger le pays.

Hésitant et impuissant, le pouvoir politique de la métropole a capitulé face à la menace d'une guerre civile ou d'une sécession de l'Algérie.

Il a cédé ainsi aux pressions exercées par les militaires et les colons.

Sous pression, l'Assemblée a choisi à regret le Général de Gaulle comme Président du Conseil, qui paraissait comme un sauveur.

Ce dernier s'est vu confié les pleins pouvoirs, ainsi que le droit de réviser la Constitution (de 1946).

La IVe République venait de se « suicider ».





ALGERIAISE

CASBAH-D'AI GER
COMITE DE SALUT PUBLIC

PRESIDENT
SALON



DE GAULLE AU POUVOIR

FRANCAIS

VILLE U INDOCHINE



L'ADBA
DE GAULLE AU POUVOIR

CORSO

BENTON

Raisons d'échec

La IVe République n'a duré que 12 ans (1946-1958).

Elle fut surtout victime de son incapacité à gérer efficacement les conflits liés à la décolonisation, notamment la guerre d'Algérie.

La succession de plusieurs gouvernements de courte durée est bien le signe d'une instabilité politique et d'une faiblesse du régime.

Les différents gouvernements du GPRF et de la IV^e République

GOVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	
Charles de Gaulle	3 juin 1944 (Alger), 9 XI 1944 (Paris)-9 novembre 1945 puis 21 novembre 1945-20 janvier 1946
Félix Gouin (socialiste)	26 janvier 1946-12 juin 1946
Georges Bidault (MRP)	23 juin 1946-16 décembre 1946
Léon Blum (socialiste)	16 décembre 1946-22 janvier 1947
QUATRIÈME RÉPUBLIQUE	
Paul Ramadier (socialiste) (2 cabinets)	22 janvier 1947-24 novembre 1947
Robert Schuman (MRP) (1)	24 novembre 1947-26 juillet 1948
André Marie (radical)	26 juillet 1948-5 septembre 1948
Robert Schuman (MRP) (2)	5 septembre 1948-11 septembre 1948
Henri Queuille (radical) (1)	11 septembre 1948-28 octobre 1949
Georges Bidault (MRP) (2)	28 octobre 1949-2 juillet 1950
Henri Queuille (radical) (2)	2 juillet 1950-12 juillet 1950
René Pleven (UDSR) (1)	12 juillet 1950-10 mars 1951
Henri Queuille (radical) (3)	10 mars 1951-11 août 1951
René Pleven (UDSR) (2)	11 août 1951-20 janvier 1952
Edgar Faure (radical) (1)	20 janvier 1952-8 mars 1952
Antoine Pinay (CNI)	8 mars 1952-8 janvier 1953
René Mayer (radical)	8 janvier 1953-28 juin 1953
Joseph Laniel (indépendant)	28 juin 1953-19 juin 1954
Pierre Mendès-France (radical)	19 juin 1954-23 février 1955
Edgar Faure (radical) (2)	23 février 1955-1 ^{er} février 1956
Guy Mollet (socialiste)	1 ^{er} février 1956-13 juin 1957
Maurice Bourgès-Maunoury (radical)	13 juin 1957-6 novembre 1957
Félix Gaillard (radical)	6 novembre 1957-14 mai 1958
Pierre Pflimlin (MRP)	14 mai 1958-1 ^{er} juin 1958
Charles de Gaulle	1 ^{er} juin 1958-4 octobre 1958